

Conclusion générale

L'examen de la politique monétaire conduite par la Banque de la République d'Haïti (BRH) entre 2020 et 2025 a permis de mettre en lumière, au fil des chapitres, les tensions profondes, les contradictions récurrentes et les fragilités structurelles qui caractérisent l'action publique dans un État en crise permanente. L'étude de cette période marquée par la pandémie de Covid-19, le séisme de 2021, l'assassinat du président Jovenel Moïse, l'aggravation de l'insécurité, la flambée des prix mondiaux liée à la guerre en Ukraine et plus récemment, le renforcement des engagements avec le FMI, a confirmé que la politique monétaire haïtienne ne peut être comprise comme un simple exercice technique. Elle s'inscrit au cœur d'une économie politique de la fragilité, où les instruments de stabilisation nominale sont contraints par des réalités sociales, institutionnelles et territoriales qui en limitent profondément l'efficacité.

Trois constats principaux se dégagent de cette recherche.

Premièrement, la logique d'incompatibilités structurelles, théorisée par Providence (2022), s'est manifestée avec une acuité particulière : il est apparu impossible pour la BRH de concilier simultanément stabilité monétaire, financement public et relance économique. Chaque tentative d'équilibre s'est traduite par le sacrifice d'un des trois objectifs : la stabilité s'est obtenue au prix de la contraction du crédit et de l'investissement ; le financement public a provoqué inflation et dépréciation ; les rares mesures de soutien à l'activité ont fragilisé les équilibres monétaires. Ce cycle d'arbitrages impossibles démontre que les contradictions de la politique monétaire haïtienne ne relèvent pas d'erreurs ponctuelles, mais de la fragilité structurelle de l'État et de son économie.

Deuxièmement, l'analyse a montré que la priorité donnée à la crédibilité externe — notamment dans le cadre des programmes du FMI — a renforcé la discipline monétaire et budgétaire, mais au prix d'une perte de légitimité interne. La règle du financement monétaire nul, saluée par les bailleurs, a certes contribué à ralentir l'inflation et à stabiliser la gourde, mais elle a accentué la récession, aggravé la pauvreté et fragilisé la cohésion sociale. Loin de constituer un gage de stabilité durable, cette discipline imposée de l'extérieur a renforcé le sentiment que les choix économiques répondent davantage aux injonctions internationales qu'aux besoins de la population.

Troisièmement, cette trajectoire confirme la nécessité de penser une refondation de la politique monétaire. L'avenir de la BRH ne peut être réduit à la gestion défensive des crises et à la satisfaction des critères du FMI. Il exige une transformation profonde de ses finalités, de ses instruments et de sa gouvernance. La politique monétaire doit devenir un levier de développement, articulé aux politiques budgétaires, productives et territoriales, et ouvert sur les dynamiques régionales (CARICOM, République dominicaine, zone Caraïbe). Elle doit intégrer explicitement des objectifs de soutien à l'investissement productif, de réduction des fractures sociales et territoriales, et d'inclusion financière. Elle doit également s'inscrire dans une logique de souveraineté monétaire ajustée, où la discipline n'est pas rejetée, mais négociée, adaptée, assumée comme un choix stratégique plutôt qu'imposée comme une contrainte.

L'ensemble de ce travail montre que la théorie de l'incompatibilité des choix publics, loin d'être un carcan, constitue un outil analytique puissant pour comprendre les limites actuelles et pour esquisser des pistes de réforme. Reconnaître que certains objectifs sont structurellement incompatibles ne conduit pas au fatalisme, mais ouvre la voie à des arbitrages clairs,

assumés et transparents. L'enjeu est de transformer des tensions insolubles en choix stratégiques hiérarchisés, capables de minimiser les coûts sociaux et de maximiser les gains de résilience.

Ainsi, cet ouvrage se conclut sur une conviction : la politique monétaire en Haïti ne pourra jouer son rôle que si elle cesse d'être une simple mécanique défensive pour devenir un instrument de projet collectif. La stabilisation de la gourde et la maîtrise de l'inflation ne peuvent constituer une fin en soi ; elles doivent être pensées comme des moyens au service d'une trajectoire de développement plus juste, inclusive et territorialisée. C'est dans cette perspective, à la fois réaliste et normative, que la BRH puisse dépasser les contradictions héritées, restaurer sa légitimité interne et contribuer à la reconstruction de l'État haïtien et de son économie.

Bibliographie

- Amsden, A. H. (2001). *The Rise of “The Rest”: Challenges to the West from Late-Industrializing Economies*. Oxford: Oxford University Press.
- BCRD. (2022). *Informe Anual 2021*. Santo Domingo: Banco Central de la República Dominicana.
- BCRD. (2023). *Informe Anual 2022*. Santo Domingo: Banco Central de la República Dominicana.
- BCRD. (2024). *Informe Anual 2023*. Santo Domingo: Banco Central de la República Dominicana.
- Blanchard, O. (2020). *Macroeconomics. 8th ed.* New York: Pearson.
- BOJ. (2022). *Monetary Policy Report*. Kingston: Bank of Jamaica.
- BRH. (2020). *Note sur la politique monétaire*. port-au-Prince: Banque de la République d'Haïti.
- BRH. (2020–2025). *Notes sur la politique monétaire*. Port-au-Prince: Banque de la République d'Haïti.
- BRH. (2021). *Note sur la politique monétaire*. Port-au-Prince: Banque de la République d'Haïti.
- BRH. (2022). *Note sur la politique monétaire*. Port-au-Prince: Banque de la République d'Haïti.

- BRH. (2023). *Note sur la politique monétaire*. Port-au-Prince: Banque de la République d'Haïti.
- BRH. (2024). *Note sur la politique monétaire*. Port-au-Prince: Banque de la République d'Haïti.
- CARICOM. (2022). *Report of the Commission on the Economy 2022*. Georgetown: CARICOM Secretariat.
- CBB. (2022). *Annual Report 2021*. Bridgetown: Barbados Central Bank.
- Dupuy, A. (2006). *The Prophet and Power: Jean-Bertrand Aristide, the International Community and Haiti*. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, Inc.
- ECCB. (2022). *Annual Report 2021*. Basseterre: Eastern Caribbean Central Bank.
- ECLAC. (2022). *Economic Survey of Latin America and the Caribbean 2022*. Santiago: Economic Commission for Latin America and the Caribbean - United Nations.
- ECLAC. (2023). *Economic Survey of Latin America and the Caribbean 2023*. Santiago: Economic Commission for Latin America and the Caribbean.
- Étienne, S. P. (2007). *L'énigme haïtienne*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal. Récupéré sur <https://doi.org/10.4000/books.pum.15165>

- Fairclough, N. (2010). *Critical Discourse Analysis: The Critical Study of Language*. London: Routledge.
- FAO. (2021). *Haiti: Country Indicators*. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations.
- FAO. (2022). *Crop Prospects and Food Situation: Quarterly Global Report*. Rome: Food and Agriculture Organization.
- FAO. (2023). *Haiti: Food Security Situation Report*. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations.
- FMI. (2021). *Haiti: Staff Report for the 2021 Article IV Consultation*. Washington, DC: International Monetary Fund.
- FMI. (2022). *Haiti: Staff Report for the 2022 Article IV Consultation*. Washington, DC: International Monetary Fund.
- FMI. (2022). *Jamaica: Staff Report for the 2022 Article IV Consultation*. Washington, DC: International Monetary Fund.
- FMI. (2023). *Haiti: Staff Report for the 2023 Article IV Consultation*. Washington, DC: International Monetary Fund.
- FMI. (2024). *Haiti: Staff Report for the 2024 Article IV Consultation and Program Engagement*. Washington, DC: International Monetary Fund.

- Friedman, M. (1968). The Role of Monetary Policy. *American Economic Review*, 58(1), 1–17.
- Gupta, S., Last, D. P., Adenauer, I., Fletcher, K., Schwartz, G., Tareq, S., & Allen, R. I. (2007). *Fiscal Management of Scaled-Up Aid*. Washington, DC: International Monetary Fund.
- ICG. (2023). *Haiti: A Path to Stability*. Brussels: International Crisis Group.
- IHSI. (2023). *Indicateurs macroéconomiques 2023*. Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). Indicateurs macroéconomiques 2023. Port-au-Prince : IHSI, 2023: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.
- Keynes, J. M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money*. London: Macmillan.
- Lascoumes, P., & Le Galès, P. (2007). *Sociologie de l'action publique*. Paris: Armand Colin.
- Lemay-Hébert, N. (2014). Resistance in the Time of Cholera: The Limits of Stabilization through Securitization in Haiti. *International Peacekeeping*, 21(1), 198-213. Récupéré sur <https://doi.org/10.1080/135333312.2014.910399>
- Mishkin, F. S. (2019). *Monetary Policy Strategy*. Cambridge: MIT Press.

- Mondélice, M. (2022). Facilitating Mobility Through Migration as Humanitarian Protection: Building on Lessons Learned from the North American and European Policies Regarding Haiti and Syria. *Revue québécoise de droit international*, 35(1), 151-178. Récupéré sur https://www.persee.fr/doc/rqdi_0828-9999_2022_num_35_1_2762
- Nesi, J. (2014). *Haïti à l'épreuve de la démocratisation : Faiblesse, reconstruction et réinvention de l'état (1986-2004)*. Schoelscher: Université des Antilles et de la Guyane - Thse de doctorat.
- Obstfeld, M., & Taylor, A. M. (2004). *Global Capital Markets: Integration, Crisis, and Growth*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Ocampo, J. A. (2017). *Resetting the International Monetary (Non)System*. Oxford: Oxford University Press.
- Orozco, M. (2019). *Remittances to Latin America and the Caribbean: Increasingly Important for Development*. Washington, DC: Inter-American Dialogue.
- Providence, C. (2015). *Le système aide-projet mondial et la problématique du développement en Haïti : Quelles externalités locales ?* Schoelcher: Université des Antilles - Thèse de doctorat.

- Providence, C. (2022). *Les paradoxes du changement en Haïti : Politiques publiques et développement territorial*. Pointe-à-Pitre: Presses Universitaires des Antilles.
- Providence, C. (2025). *L'économie solidaire en Haïti : Femmes, territoires et initiatives populaires*. Québec: Editions Siences et Bien Commun.
- Skidelsky, R. (2010). *Keynes: The Return of the Master*. New York: Public Affairs.
- Stiglitz, J. E., & Greenwald, B. (2015). *Creating a Learning Society: A New Approach to Growth, Development, and Social Progress*. New York: Columbia University Press.
- UN OCHA. (2021). *Haiti Earthquake Situation Report, August 2021*. New York: United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs.
- WFP. (2022). *Haiti: Hunger Map 2022*. Rome: World Food Programme.
- World Bank. (1986). *Haiti: Economic Memorandum*. Washington, DC: World Bank.
- World Bank. (2021). *Haiti Earthquake 2021: Preliminary Damage and Needs Assessment*. Washington, DC: World Bank Group.

World Bank. (2022). *Haiti Economic Update: Coping with Inflation and Insecurity*. Washington, DC: World Bank Group.

World Bank. (2023). *Haiti Economic Update: Building Resilience Amid Fragility*. Washington, DC: World Bank Group.

World Bank. (2024). *Haiti Economic Update: Building Resilience Amid Fragility*. Washington, DC: World Bank Group.

Annexe - Résumé scientifique final de l'ouvrage

Cet ouvrage s'inscrit dans une réflexion critique sur la politique monétaire conduite par la Banque de la République d'Haïti (BRH) entre 2020 et 2025. En s'appuyant sur les *Notes de politique monétaire* publiées durant cette période, sur les principaux indicateurs macroéconomiques et sur une littérature académique mobilisant à la fois les approches orthodoxes et critiques, l'analyse met en lumière les limites d'une politique centrée sur la stabilisation nominale dans un contexte d'État fragile. L'ouvrage a pour objectif d'évaluer les choix monétaires opérés, d'en démontrer les contradictions structurelles et de proposer des pistes de refondation à partir de la théorie de l'incompatibilité des choix publics (Providence 2022).

Cette théorie postule qu'il est impossible pour un État fragile de concilier simultanément trois objectifs cardinaux de l'action publique : assurer la stabilité monétaire, garantir le financement public, et soutenir le développement économique. Tout effort pour atteindre deux de ces objectifs se fait au détriment du troisième, engendrant un cycle d'arbitrages impossibles. L'expérience haïtienne de 2020–2025 constitue un terrain empirique privilégié pour éprouver cette hypothèse et en montrer la pertinence.

I. Le contexte de la politique monétaire haïtienne (2020–2025)

La période étudiée est marquée par une succession de crises inédites : la pandémie de Covid-19, le séisme d'août 2021, l'assassinat du président Jovenel Moïse, la détérioration sécuritaire, la flambée mondiale des prix alimentaires et pétroliers liée à la guerre en Ukraine, et enfin le renforcement des engagements d'Haïti avec le FMI.

Dans ce contexte, la BRH a privilégié des instruments classiques de stabilisation : interventions sur le marché des changes, émissions de bons BRH, relèvements des réserves obligatoires, et, à partir de 2024, adoption stricte de la règle du financement monétaire nul. Ces mesures ont permis ponctuellement de ralentir l'inflation et de stabiliser le taux de change, mais elles ont également contracté le crédit, fragilisé l'investissement productif et accentué la récession.

Le diagnostic initial confirme que la politique monétaire haïtienne est restée enfermée dans une logique défensive, centrée sur la crédibilité externe vis-à-vis des bailleurs, mais déconnectée des besoins de la société et de l'économie réelle.

II. Les incompatibilités structurelles mises en évidence

L'analyse empirique montre que la BRH s'est constamment heurtée aux arbitrages impossibles décrits par la théorie de l'incompatibilité des choix publics :

1. *La stabilité monétaire au détriment du financement public et du développement* : les mesures restrictives ont permis de contenir l'inflation, mais elles ont limité la capacité de l'État à financer ses dépenses sociales et contracté le crédit au secteur privé ;
2. *Le financement public, facteur de déstabilisation monétaire* : chaque recours au financement monétaire du déficit a alimenté l'inflation et accéléré la dépréciation de la gourde, sapant la crédibilité de la BRH ;
3. *La relance économique, source de tensions inflationnistes et de change* : les rares mesures expansionnistes (notamment en 2020 face à la pandémie) ont

immédiatement accentué la pression sur le dollar et fragilisé les équilibres externes.

Ainsi, la politique monétaire haïtienne n'a pu établir aucune trajectoire stable et soutenable : chaque ajustement ponctuel a créé de nouvelles tensions, confirmant la nature structurelle et circulaire des incompatibilités.

III. L'impact social et politique des choix monétaires

Au-delà des indicateurs macroéconomiques, la période 2020–2025 a montré les effets sociaux et politiques de la politique monétaire.

- La pauvreté a continué de s'aggraver, touchant plus de 60 % de la population, en raison de la contraction du crédit, de l'absence d'investissement public et de la hausse persistante des prix des biens essentiels ;
- *L'exclusion financière est restée massive* : moins d'un tiers des adultes ont accès à un compte bancaire, limitant l'efficacité des instruments monétaires ;
- La légitimité interne de la BRH s'est fragilisée, la population percevant ses décisions comme imposées par les bailleurs plutôt que comme des choix nationaux.

La politique monétaire a ainsi consolidé une crédibilité externe, en respectant les critères de discipline du FMI, mais au prix d'une perte de légitimité interne, accentuant la défiance vis-à-vis des institutions publiques.

IV. Les scénarios alternatifs et les perspectives de refondation

La troisième partie de l'ouvrage a exploré plusieurs pistes pour dépasser cette logique défensive et inscrire la politique monétaire dans une trajectoire de développement.

1. *Adapter les instruments à l'informalité et au dualisme monétaire* : inclusion financière numérique, refinancement sélectif, fonds de garantie, promotion de l'épargne en gourdes ;
2. *Intégrer la dimension productive et territoriale* : soutien explicite aux secteurs stratégiques (agriculture, énergie, PME), développement de banques régionales de développement et de coopératives de crédit, différenciation territoriale des instruments ;
3. *Renforcer la coordination avec la politique budgétaire* : mise en place d'un Conseil de politique macroéconomique, alignement sur des objectifs pluriannuels de développement, articulation des choix monétaires avec les priorités sociales ;
4. *Construire une souveraineté monétaire ajustée* : négocier avec le FMI et les bailleurs des marges de flexibilité, inscrire la discipline dans une stratégie nationale, réconcilier crédibilité externe et légitimité interne ;
5. *S'appuyer sur la coopération régionale* : participation active aux dispositifs de la CARICOM, coopération bilatérale avec la République dominicaine, mutualisation caribéenne des vulnérabilités.

V. Vers une politique monétaire de développement

L'ouvrage plaide pour une transformation de la politique monétaire en politique monétaire de développement. Cela

implique de passer d'une stabilité défensive — conçue comme une fin en soi — à une stabilité constructive, mise au service de la production nationale, de la cohésion sociale et de la résilience territoriale.

Trois piliers structurent cette vision :

- Une souveraineté monétaire ajustée, conciliant discipline externe et marges internes ;
- Un soutien explicite à l'investissement productif, grâce à des instruments sélectifs et innovants ;
- Une inclusion financière et territoriale, condition d'une légitimité élargie et d'une efficacité accrue.

L'objectif n'est pas d'abolir les incompatibilités structurelles, mais de les transformer en arbitrages stratégiques assumés, capables de minimiser les coûts sociaux et de maximiser les gains de résilience.

Cet ouvrage démontre que la politique monétaire en Haïti, loin d'être un champ purement technique, constitue un enjeu central de gouvernance, de légitimité et de développement. L'expérience 2020–2025 a confirmé la pertinence de la théorie de l'incompatibilité des choix publics et la nécessité d'une refondation profonde.

La BRH ne peut plus être conçue comme une institution isolée, centrée sur la seule discipline monétaire. Elle doit devenir un acteur d'un projet collectif, inscrit dans une politique publique cohérente, articulée aux politiques budgétaires, productives et territoriales, et ouverte sur la coopération régionale. C'est à cette condition qu'Haïti pourra dépasser la logique circulaire de fragilité et engager une trajectoire vers une stabilité constructive et un développement plus juste, inclusif et souverain.

Lexique

Arbitrages impossibles

Expression utilisée pour désigner la situation dans laquelle un décideur public, en particulier dans un État fragile, se trouve contraint de choisir entre des objectifs également prioritaires, mais structurellement incompatibles. Dans le cas d'Haïti, la BRH ne peut simultanément maintenir la stabilité monétaire, financer le déficit public et soutenir la croissance économique. Toute décision privilégiant deux de ces objectifs se traduit par le sacrifice du troisième. Ce mécanisme constitue le cœur de la théorie de l'incompatibilité des choix publics (Providence, 2018).

Bons BRH

Titres de créance émis par la Banque de la République d'Haïti dans le cadre de sa politique de stérilisation monétaire. En absorbant la liquidité excédentaire, ces instruments visent à limiter l'inflation et à stabiliser le taux de change. Leur usage massif depuis les années 2000 a renforcé le rôle de la BRH comme acteur central du marché financier, mais a également contracté le crédit disponible pour l'économie réelle, accentuant la récession.

Crédibilité externe

Capacité d'un État ou d'une banque centrale à convaincre les bailleurs internationaux, les investisseurs et les partenaires commerciaux de la solidité de sa politique économique. En Haïti, la BRH a renforcé sa crédibilité externe en respectant le principe du financement monétaire nul et en maîtrisant l'inflation, mais souvent au prix d'une perte de légitimité interne.

Dollarisation partielle

Phénomène par lequel une partie significative des transactions, de l'épargne et des investissements est réalisée en dollars américains

plutôt qu'en monnaie nationale. En Haïti, la dollarisation résulte de la faible confiance dans la gourde, de la dépendance aux importations et de l'importance des transferts de la diaspora. Elle réduit l'efficacité de la politique monétaire et renforce la vulnérabilité externe.

Économie informelle

Ensemble des activités économiques échappant à la réglementation, à la fiscalité et aux circuits financiers formels. Représentant plus de 60 % de l'activité en Haïti, l'informalité limite l'efficacité des canaux de transmission monétaire, réduit la base fiscale et fragilise les institutions. Elle constitue néanmoins une source essentielle de résilience pour les ménages, en l'absence de protection sociale.

Financement monétaire

Pratique par laquelle la banque centrale accorde directement des avances au Trésor public pour couvrir le déficit budgétaire. En Haïti, cette pratique a historiquement alimenté l'inflation et la dépréciation monétaire. À partir de 2024, le FMI a exigé le respect du principe du financement monétaire nul, interdisant tout recours à ce mécanisme.

Inclusion financière

Capacité des individus et des entreprises, notamment les plus vulnérables, à accéder aux services financiers formels (comptes bancaires, crédits, épargne, assurances). En Haïti, l'inclusion financière reste limitée, mais elle constitue un levier essentiel pour élargir la base de la politique monétaire et réduire les fractures sociales et territoriales.

Incompatibilité des choix publics

Théorie développée par Christophe Providence (2018) qui met en évidence l'impossibilité, pour un État fragile, de satisfaire simultanément trois impératifs : la stabilité monétaire, le financement public et le développement économique. Cette théorie fournit le cadre analytique central de l'ouvrage et permet d'interpréter les arbitrages de la BRH comme des contradictions structurelles plutôt que comme des erreurs conjoncturelles.

Légitimité interne

Reconnaissance par la population et les acteurs économiques de la pertinence et de l'efficacité des choix monétaires. En Haïti, cette légitimité s'est affaiblie durant la période 2020–2025 : la stabilisation nominale obtenue par la BRH n'a pas amélioré les conditions de vie, renforçant la perception d'une banque centrale davantage tournée vers l'extérieur que vers les besoins nationaux.

Politique monétaire de développement

Concept désignant une politique monétaire qui, au-delà de la stabilisation nominale, vise explicitement à soutenir la croissance, l'investissement productif, la cohésion sociale et la résilience territoriale. Inspirée des expériences hétérodoxes en Amérique latine, en Asie et en Afrique, cette approche invite à repenser le rôle de la BRH en l'inscrivant dans une logique de transformation structurelle, plutôt que dans une gestion défensive.

Souveraineté monétaire ajustée

Notion qui traduit la nécessité, pour un État fragile, de concilier la discipline imposée par les bailleurs avec la préservation d'une marge de manœuvre nationale. Elle ne signifie pas une autonomie absolue, irréaliste dans le cas d'Haïti, mais une capacité de négociation stratégique permettant de transformer les contraintes externes en ressources pour le développement.

Stabilité défensive vs stabilité constructive

La première désigne une stabilisation nominale obtenue par des mesures restrictives coûteuses (bons BRH, contraction du crédit, discipline budgétaire stricte) visant uniquement à éviter l'effondrement immédiat. La seconde, en revanche, conçoit la stabilité comme un moyen au service d'objectifs plus larges : développement productif, inclusion financière, réduction des inégalités. L'ouvrage plaide pour ce passage d'une stabilité défensive à une stabilité constructive.

Triangle d'incompatibilité

Représentation schématique des tensions structurelles mises en évidence par Providence (2022) : dans un État fragile, il est impossible de concilier simultanément stabilité monétaire, financement public et relance économique. L'expérience haïtienne de 2020–2025 illustre empiriquement cette dynamique circulaire.

Ce lexique vise à donner au lecteur des clés de compréhension des concepts théoriques et des pratiques monétaires haïtiennes. Chaque entrée révèle combien la politique monétaire dépasse la sphère technique pour devenir un enjeu de gouvernance, de légitimité et de développement. En Haïti, où la fragilité structurelle multiplie les tensions, la maîtrise de ces notions est indispensable pour comprendre les dilemmes de la BRH et pour penser une refondation orientée vers une stabilité constructive et inclusive.

Table des matières

Résumé	
Summary	
Resumen	
Avant-propos	
Introduction générale.....	
Première Partie — Fondements et cadres analytiques	
Chapitre 1 – Les objectifs et instruments de la politique monétaire en Haïti (2020–2025)	
Introduction	
1. Historique des mandats de la BRH	
2. Les instruments utilisés par la BRH (2020–2025)	
2.1. Les taux directeurs	
2.2. Les réserves obligatoires	
2.3. Les interventions de change	
2.4. Les bons BRH	
Section 3 — Objectifs affichés : stabilité des prix, taux de change et système bancaire	
3.1. La stabilité des prix	
3.2. La stabilité du taux de change	
3.3. La stabilité du système bancaire.....	

Conclusion du Chapitre 1	
Chapitre 2 – Les théories économiques mobilisées par la BRH ...	
Introduction	
1. Le cadre monétariste (Friedman) et la lutte contre l’inflation	
2. Les approches keynésiennes de la relance de l’activité	
2.1. La logique keynésienne et son applicabilité en contexte fragile	
2.2. Les réponses à la pandémie de la Covid-19 (2020–2021)	
2.3. Les interventions sur le marché du crédit.....	
2.4. Limites et contradictions d’une orientation keynésienne en Haïti	
3 — Références aux institutions internationales : FMI et Banque mondiale.....	
3.1. Le FMI et la discipline monétaire	
3.2. La Banque mondiale et l’agenda structurel.....	
3.3. La dépendance aux conditionnalités.....	
3.4. Implications et contradictions	
4. Limites de ces référentiels dans un contexte d’économie informelle et fragile.....	
4.1. Informalité et faiblesse des canaux de transmission	

4.2. Dollarisation et vulnérabilité externe	
4.3. Fragilité institutionnelle et crédibilité limitée	
4.4. Dépendance aux transferts et chocs exogènes.....	
Conclusion du Chapitre 2	
Chapitre 3 – La théorie de l’incompatibilité des choix publics.....	
Introduction	
1. Présentation de la théorie de Christophe Providence	
2. Les incompatibilités entre stabilité monétaire, financement de l’État et relance économique	
2.1. La stabilité monétaire contre la relance économique	
2.2. Le financement public et la menace inflationniste.....	
2.3. La relance économique et la soutenabilité budgétaire ...	
2.4. Une logique circulaire d’arbitrages impossibles	
3. Intégration méthodologique de la théorie dans l’analyse empirique.....	
3.1. Sources et matériaux empiriques.....	
3.2. Approche comparative et diachronique.....	
3.3. Opérationnalisation du triangle d’incompatibilité.....	
3.4. Positionnement critique et normatif	
Conclusion du Chapitre 3	

Chapitre 4 — Méthodologie et sources **Erreur ! Signet non défini.**

Introduction	
1. Exploitation des Notes de politique monétaire (2020–2025)	
1.1. Nature et structure des Notes	
1.2. Un outil de communication et de légitimation	
1.3. L'évolution des priorités (2020–2025)	
1.4. Intérêt analytique pour la recherche	
2. Approche comparative (République dominicaine, Zone Caraïbe)	
2.1. République dominicaine : un contrepoint immédiat	
2.2. Les expériences caribéennes : stabilité monétaire et intégration régionale.....	
2.3. Le contraste avec Haïti	
2.4. Intérêt méthodologique de la comparaison	
3. Méthodes qualitatives et quantitatives : indicateurs de la BRH et statistiques macroéconomiques	
3.1. Les méthodes quantitatives : exploitation des indicateurs macroéconomiques	
3.2. Les méthodes qualitatives : analyse des discours institutionnels	
3.3. La complémentarité des approches	

3.4. Enjeux et limites de l'approche mixte	
Conclusion du Chapitre 4	
Conclusion de la Première Partie	
Partie 2. Analyse critique de la politique monétaire de la BRH (2020–2025)	
Chapitre 5. 2020–2021 : Gestion de crise et réponses à la pandémie	
Introduction	
1. Décisions liées à la Covid-19	
1.1. Maintien de la liquidité bancaire et facilités de crédit ...	
1.2. Ajustement des réserves obligatoires et politique de taux	
1.3. Interventions de change et stabilité de la gourde	
1.4. Discours institutionnel et communication de crise.....	
2. Appréciation temporaire de la gourde en 2020	
2.1. Contexte et déterminants de l'appréciation	
2.2. Les effets immédiats sur les prix et le pouvoir d'achat ..	
2.3. Les critiques et controverses autour des interventions de la BRH.....	
2.4. Une illustration du « triangle d'incompatibilité »	
3. Contradictions entre stabilité monétaire et soutien à l'activité	

3.1. La priorité donnée à la stabilité monétaire	
3.2. Un contexte exigeant un soutien à l'activité	
3.3. Des effets contradictoires sur l'économie réelle	
3.4. Illustration du « triangle d'incompatibilité ».....	
Conclusion du Chapitre 5	
Chapitre 6. 2021–2022 : Inflation, insécurité et rareté des devises	
.....	
Introduction	
1. Impact du séisme de 2021 et des crises sociales	
1.1. Conséquences humaines et économiques du séisme.....	
1.2. Crises sociales et insécurité généralisée	
1.3. Répercussions sur la politique monétaire	
1.4. Illustration des incompatibilités structurelles.....	
2. Rigidité des instruments monétaires	
2.1. Les bons BRH : une stérilisation coûteuse.....	
2.2. Les réserves obligatoires : un frein au crédit.....	
2.3. Les taux directeurs : un instrument peu opérant	
2.4. Les interventions de change : une stabilisation éphémère	
.....	
2.5. Une logique défensive et cumulative	

3. Déconnexion entre objectifs de la BRH et besoins productifs

.....
3.1. Les objectifs officiels de la BRH : stabilité et discipline
3.2. Les besoins productifs : financement, infrastructures et sécurité
3.3. Une politique procyclique face à une économie en récession
3.4. Les implications politiques et sociales
Conclusion du Chapitre 6.....

Chapitre 7 – 2022–2023 : Chocs internationaux et tensions internes

Introduction
1. Guerre en Ukraine, flambée des prix alimentaires et pétroliers.....
1.1. La dépendance structurelle aux importations.....
1.2. Transmission de l'inflation importée.....
1.3. Pressions accrues sur le marché des changes
1.4. La réponse défensive de la BRH
2. Raretés structurelles (carburant, intrants agricoles)
2.1. La crise du carburant : un goulot d'étranglement pour toute l'économie

2.2. Les intrants agricoles : un facteur aggravant de l'insécurité alimentaire	
2.3. Les contradictions macroéconomiques induites.....	
3. Limites des interventions de la BRH sur le marché des changes	
3.1. Efficacité ponctuelle et asymétrique	
3.2. L'érosion des réserves internationales.....	
3.3. Des effets pervers sur le crédit et l'investissement	
3.4. La logique du triangle d'incompatibilité.....	
Conclusion du Chapitre 7	
Chapitre 8. 2023–2024 : Entre désinflation mondiale et blocages nationaux	
Introduction	
1. Effet des politiques restrictives des banques centrales mondiales	
1.1. Un contexte mondial de désinflation contrôlée.....	
1.2. Les effets indirects pour Haïti : une pression accrue sur les devises.....	
1.3. Transmission interne : entre stabilisation et contraction	
2. Contraintes haïtiennes : instabilité politique, insécurité, migration massive	

2.1. L'instabilité politique chronique et l'absence d'institutions légitimes	
2.2. L'insécurité et la désorganisation des circuits économiques	
2.3. La migration massive comme soupape et fragilisation ..	
2.4. Illustration du « verrouillage » institutionnel et économique	
3. Résultats mitigés : stabilisation relative du change, mais économie réelle en récession	
3.1. Une stabilisation relative du taux de change	
3.2. Une économie réelle en contraction	
3.3. Le paradoxe des succès nominaux et des échecs réels...	
3.4. Une crédibilité externe au détriment de la légitimité interne	
Conclusion du Chapitre 8	
Chapitre 9. 2024–2025 : Nouveaux engagements et perspectives avec le FMI	
Introduction	
1. Programme économique et financier 2024–2025	
1.1. Les objectifs du programme FMI	
1.2. Les engagements spécifiques de la BRH	
1.3. Les implications pour la politique budgétaire	

1.4. Une logique de crédibilité externe et de dépendance	
2. Objectif de « financement monétaire nul »	
2.1. La logique du « financement monétaire nul »	
2.2. Les conditions de mise en œuvre en Haïti	
2.3. Les effets immédiats : discipline accrue, mais contraction économique	
2.4. L'illustration de l'incompatibilité des choix publics	
3. Contradictions entre discipline budgétaire et relance économique	
3.1. Les impératifs de la discipline budgétaire	
3.2. Les besoins urgents de relance économique	
3.3. Les effets pervers de la discipline	
3.4. Une légitimité interne compromise	
3.5. La confirmation de l'incompatibilité des choix publics .	
4. Première évaluation de l'efficacité réelle	
4.1. Des acquis limités sur le plan nominal	
4.2. Des résultats limités pour l'économie réelle	
4.3. Le dilemme de la crédibilité externe et de la légitimité interne	
4.4. Confirmation de l'incompatibilité des choix publics	
Conclusion du Chapitre 9	

Conclusion de la Deuxième Partie	
Partie 3. Vers une refondation de la politique monétaire en Haïti.	
Introduction	
Chapitre 10. Les incompatibilités structurelles mises en évidence	
Introduction	
1. Conflits entre stabilité monétaire, financement public et développement	
1.1. Stabilité monétaire et contraction du financement public	
1.2. Financement public et fragilisation de la stabilité monétaire	
1.3. Développement économique et tensions avec la stabilité nominale	
1.4. Le triangle d'incompatibilité en pratique	
2. Analyse empirique des limites de la BRH (2020–2025)	
2.1. Une efficacité limitée sur l'inflation et le taux de change	
2.2. Une incapacité à soutenir durablement l'économie réelle	
2.3. Une dépendance accrue aux bailleurs et au FMI.....	
2.4. Confirmation empirique de l'incompatibilité des choix publics	

3. Confirmation de la théorie d'incompatibilité des choix publics	
3.1. La stabilité monétaire au détriment du financement et du développement	
3.2. Le financement public, facteur de déstabilisation monétaire	
3.3. La relance économique, source d'inflation et de tensions de change	
3.4. La circularité des arbitrages impossibles	
3.5. Une validation empirique de la théorie	
Conclusion du Chapitre 10	
Chapitre 11. Scénarios alternatifs pour la BRH	
Introduction	
1. Adapter les instruments à l'économie informelle et au dualisme monétaire	
1.1. L'informalité comme facteur de court-circuitage monétaire	
1.2. Le dualisme monétaire et la dollarisation partielle	
1.3. Vers des instruments monétaires adaptés	
1.4. Confirmation de la logique d'adaptation	
2. Intégration de la dimension productive et territoriale	

2.1. La dimension productive : de la stabilité nominale au soutien stratégique	
2.2. La dimension territoriale : corriger les inégalités spatiales	
2.3. Une articulation nécessaire entre production, territoire et finance	
3. Coordination plus forte avec la politique budgétaire	
3.1. Les incohérences de la période 2020–2025	
3.2. Le besoin d’une articulation stratégique	
3.3. Réformes institutionnelles pour une coordination renforcée	
3.4. De la discipline imposée à la cohérence assumée	
Conclusion du Chapitre 11	
Chapitre 12. Pour une politique monétaire de développement	
Introduction	
1. Recommandations : souveraineté monétaire ajustée, soutien à l’investissement productif, inclusion financière	
1.1. Souveraineté monétaire ajustée : entre crédibilité externe et légitimité interne	
1.2. Soutien à l’investissement productif : réorienter le crédit	

1.3. Inclusion financière : réduire les fractures sociales et territoriales	
2. Stratégies de coopération régionale (CARICOM, République dominicaine, zone Caraïbe).....	
2.1. CARICOM : vers une intégration monétaire et financière progressive	
2.2. La République dominicaine : un partenaire stratégique et contrasté.....	
2.3. La zone Caraïbe : un espace de mutualisation des vulnérabilités	
2.4. Vers une souveraineté monétaire régionalisée.. Erreur ! Signet non défini.	
3. Inscrire la BRH dans une politique publique cohérente au service du développement	
3.1. Les limites d'une logique isolée et technocratique	
3.2. Vers une articulation institutionnelle et programmatique	
3.3. Un mandat élargi et redéfini	
3.4. Une cohérence entre crédibilité externe et légitimité interne.....	
Conclusion du Chapitre 12	
Conclusion de la Troisième Partie.....	
Conclusion générale	425

Bibliographie	428
Annexe - Résumé scientifique final de l'ouvrage	435
I. Le contexte de la politique monétaire haïtienne (2020–2025)	435
II. Les incompatibilités structurelles mises en évidence	436
III. L'impact social et politique des choix monétaires	437
IV. Les scénarios alternatifs et les perspectives de refondation	438
V. Vers une politique monétaire de développement	438
Lexique.....	440

© P-IUS. Tous droits réservés.

Licence : CC BY 4.0

Sponsorisé par le Centre de Recherches Scientifiques (CRS) de l'IUS et
ses partenaires

Entre 2020 et 2025, la Banque de la République d'Haïti (BRH) a cherché à contenir l'inflation et la dépréciation de la gourde tout en affrontant une succession de chocs (pandémie, séisme, insécurité, flambée des prix mondiaux). Cet ouvrage analyse, à partir des Notes de politique monétaire et des principaux indicateurs macroéconomiques, le « triangle d'incompatibilité » opposant stabilité monétaire, financement public et soutien au développement. Il met au jour les arbitrages défensifs de la BRH et propose une refondation : politique monétaire de développement, financement sélectif, inclusion financière et coopération régionale.

Mots-clés : politique monétaire • BRH • État fragile • incompatibilité des choix publics • souveraineté monétaire ajustée

Christophe Providence est chercheur au Centre de Recherches Scientifiques (CRS) de l'Institut Universitaire des Sciences (IUS), à Port-au-Prince (Haïti). Ses travaux portent sur l'économie politique des États fragiles, la gouvernance publique, la macroéconomie appliquée et les politiques de développement. Il mobilise notamment la théorie de l'incompatibilité des choix publics pour relire les arbitrages monétaires en contexte de fragilité étatique. ORCID : 0000-0002-7602-2797.

Site : www.iuspublication.com | Email : presses@ius.education

e-ISSN (online) : 3135— 0909 | p-ISSN (print) : 3135— 0895

Financé par le Centre de Recherches Scientifiques (CRS)

© P-IUS — Tous droits réservés/Licence CC BY 4.0